

L'élection fin octobre 2018 de Jair Bolsonaro comme président du Brésil a montré que l'avancée de l'extrême droite était un phénomène mondial. Son incroyable victoire fait suite à trois années de crise politique qui ont conduit à la destitution de la dernière présidente élue Dilma Rousseff et à l'incarcération de son prédécesseur Lula da Silva pour corruption, processus qui a mis fin à la période (2003-2016) où le Parti des Travailleurs (PT) était au gouvernement au Brésil[1]. Le renversement du Parti des Travailleurs par une alliance de parlementaires et de magistrats de droite a entraîné une crise immense pour toute la gauche brésilienne.

L'historien Valério Arcary est militant révolutionnaire depuis les années 1970. Il a rejoint le mouvement trotskyste pendant la révolution portugaise, et est retourné au Brésil en 1978. Il a été membre de la direction nationale du Parti des Travailleurs jusqu'en 1972, et président du Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU), l'une des principales organisations trotskystes brésiliennes, de 1994 à 1998. Il est maintenant un membre dirigeant de Resistência, un courant révolutionnaire au sein du Parti pour le Socialisme et la Liberté (PSOL). Il a parlé à Alex Callinicos de la signification de l'élection de Bolsonaro.

AC : J'espère que cette interview nous aidera à situer la victoire de Bolsonaro de manière historique et théorique. Donc, tout d'abord : pour les personnes extérieures au Brésil, mais peut-être aussi pour celles et ceux qui y habitent, il serait utile de replacer la victoire de Bolsonaro dans le contexte de la longue durée de l'histoire du Brésil. Même avec mes connaissances limitées, deux éléments me semblent particulièrement importants comme points de référence : l'histoire du colonialisme, de l'esclavage et du racisme, et l'histoire beaucoup plus récente de la dictature militaire. Il serait intéressant d'entendre ton opinion à ce sujet.

VA : Oui, dans la longue durée, la première chose que nous puissions dire, c'est que nous sommes sous un régime démocratique présidentiel depuis trente ans. Nous avons eu huit élections depuis 1989 et le Parti des Travailleurs en a remporté quatre. C'est absolument exceptionnel, cela n'est jamais arrivé auparavant. Tu connais le pronostic de Léon Trotsky dans les années 1930 sur l'avenir de potentiels régimes démocratiques-libéraux dans les pays périphériques. Dans les années 1930, dans ce contexte, Trotsky était très sceptique en ce qui concerne les régimes démocratiques en Amérique latine en particulier. Il était au Mexique et parlait avec Matteo Fossa, un dirigeant syndicaliste argentin qui est venu à Coyoacán pour faire une interview. Trotsky disait qu'il était très difficile de concevoir des régimes démocratiques stables dans les pays périphériques dépendants[2]. Ce n'était pas une perspective « catastrophiste ». Ce pronostic a été confirmé pour l'essentiel dans le « laboratoire de l'histoire » pendant trente ans. Les luttes de classes étaient si intenses et le danger de révolution si réel et imminent que la domination politique a été préservée par différents types de régimes autoritaires, y compris les vingt années de dictature militaire à partir de 1964 au Brésil. L'ironie de la situation dans laquelle nous vivons est que nous avons eu, pour la première fois, 30 à 35 ans de libertés plus ou moins stables, démocratiques, civiles, syndicales, politiques et culturelles au Brésil.

L'ironie de l'histoire est qu'une grande partie de la classe dominante soutient non seulement la perspective du gouvernement Bolsonaro, mais aussi certains changements dans le régime — ce n'est pas seulement un changement de gouvernement, c'est la possibilité du bonapartisme — de transformations dans le régime semi-présidentiel qui comportait un équilibre entre le congrès, le pouvoir judiciaire, les forces armées et

l'exécutif^[3]. Mais le discours néofasciste de Bolsonaro n'est pas une réaction au danger de révolution. C'est la réaction d'une fraction de la bourgeoisie, soutenue par la majorité de la classe moyenne, à treize années de gouvernement de collaboration de classe avec le Parti des Travailleurs, après quatre années de récession économique et la pire crise sociale en un demi-siècle ; plus de 12 millions de personnes au chômage et 27 millions qui occupent des emplois à temps partiel. Étant donné que la population active compte 105 millions de personnes, ça donne une idée du désastre.

Le Brésil a été le dernier pays à abolir l'esclavage en 1888, ce qui représente 350 ans d'esclavage. Il existe donc une différence majeure entre le Brésil et nos voisins les plus proches, l'Uruguay, l'Argentine et le Chili. La principale différence est que la structure sociale de classe est différente. Les inégalités sociales sont qualitativement plus vastes. Bien sûr, l'Argentine et le Chili sont différents de l'Europe, mais ce sont des pays où la classe moyenne n'est pas si éloignée de la classe ouvrière. Ici, les classes moyennes sont socialement et racialement séparées de la classe ouvrière. Ce n'est pas seulement que nous n'avons pas de fraction noire de la bourgeoisie. Même dans les classes moyennes, les Noirs constituent une très petite minorité, bien que la majorité de la population et, dans certaines provinces, une très grande majorité de la population descende de la classe des travailleurs africains esclaves. Cela a non seulement d'énormes conséquences politiques, mais plus que des conséquences. On ne peut pas comprendre le pays si on ne comprend pas les frontières racistes qui isolent la classe ouvrière et la majorité de la classe moyenne.

Nous avons un schéma construit par le marxisme après la révolution russe. En gros, le schéma est que la condition pour que la lutte des classes se développe est qu'il faut une disposition au combat révolutionnaire dans la classe ouvrière, il faut diviser les classes possédantes et il faut aussi gagner la majorité des classes moyennes si vous voulez changer la société. Même les dirigeants réformistes travaillent sur ce schéma — c'est un modèle théorique. Ce schéma est bien sûr utile aussi pour un pays comme le Brésil. Mais c'est complètement différent, comme je te le disais, si on compare le Brésil à l'Argentine. Parce qu'en réalité la classe ouvrière peut attirer la majorité de la nation et l'a fait au cours des dernières années de la lutte contre la dictature militaire, mais ce n'est que dans des circonstances très particulières que nous avons eu des exemples où la combativité et l'énergie de la classe ouvrière ont été capables d'attirer une majorité de la classe moyenne — à une exception près, Rio Grande do Sul, dans l'extrême sud, une province très singulière au Brésil, parce que c'est la seule province où la migration européenne a donné naissance à une classe moyenne dynamique dans l'agriculture dans l'intérieur du pays.

Donc, à ce niveau, ça ressemble plus à l'Argentine ?

Oui, c'est plus semblable à l'Argentine. Donc, ça, c'est une première observation. La deuxième observation, également dans une perspective historique mais plus proche, est que ce régime démocratique était stable, mais la raison principale était que nous avons une situation très exceptionnelle au Brésil, à savoir la présence du Parti des Travailleurs. Nous ne pouvons pas comprendre la victoire de Bolsonaro maintenant si nous ne faisons pas d'analyse de ces treize années de gouvernement du Parti des Travailleurs. Il y a un débat en ce moment sur la question de savoir si la victoire de Bolsonaro est essentiellement de la faute du Parti des Travailleurs. Eh bien, il y a une grande part de vrai là-dedans, mais c'est une vision à courte vue d'en faire un absolu. C'est superficiel.

Ce que nous voyons est un exemple historique, dramatique, des limites des gouvernements

de collaboration de classe au Brésil. La possibilité économique et sociale de réformes progressives s'est avérée réduite et éphémère. Le Parti des Travailleurs avait une stratégie de développement des services sociaux sous son gouvernement, et il l'a mise en pratique. Cela signifiait que le système d'éducation publique a été étendu. Par exemple, là où je travaillais depuis des décennies, un important réseau national d'universités a renforcé sa présence de 27 villes à environ 600, ce qui représente une expansion considérable. J'ai travaillé dans la plus grande unité à São Paulo, où les étudiants pouvaient obtenir leur diplôme dans environ quarante matières : ingénierie, architecture, physique, biologie, etc. Ça a été une énorme expansion. Le système de santé a été rendu universel. Le Parti des Travailleurs a également étendu le système de protection sociale. Entre 2003 et 2013, alors que l'économie se développait et que la paix sociale était établie, la majorité de la bourgeoisie soutenait les gouvernements Lula^[4] et Dilma Rousseff. Après l'impact le plus dramatique de la crise économique internationale et les mobilisations spontanées massives de juin 2013, elle est passée à une position de soutien critique. Et finalement, après 2015, elle a décidé de destituer le gouvernement du Parti des Travailleurs.

La grande majorité de la classe dominante est arrivée à la conclusion que ces services sociaux devenaient trop coûteux et que l'État était devenu trop gros. Ils écrivent et polémiquent dans les journaux, à la radio et à la télévision : « L'État est trop grand, l'État est trop cher. Nous donnons trop de services aux gens. Si nous continuons ainsi, l'économie stagnera éternellement, elle souffrira d'une stagnation longue et dramatique. » C'est le même discours néolibéral dans le monde entier, mais c'était la première fois au Brésil que la classe dominante affirmait explicitement que l'État était trop gros, que la démocratie était trop chère et qu'il nous fallait un État plus petit. Fernando Collor, le premier président élu dans les années 90, a tenu ce genre de discours, mais son gouvernement était une aventure et s'est terminé par sa destitution en 1992. Ensuite, nous avons eu les deux gouvernements de Fernando Henrique Cardoso et la scission du Mouvement Démocratique Brésilien qui a donné naissance au PSDB, le parti bourgeois social-démocrate. Ils avaient un discours similaire, mais qui n'allait pas aussi loin. Bien sûr, ils ont privatisé, etc.

C'est la huitième élection présidentielle depuis la fin de la dictature. Maintenant, avec cette extrême droite, que nous appelons néofasciste, Bolsonaro, c'est un discours néolibéral explicite, et ils veulent faire cet ajustement. Bien sûr, il y a un grain de vérité lorsqu'on dit : « Si le Parti des Travailleurs avait mis en place des réformes plus radicales pendant treize ans, la base sociale du Parti des Travailleurs dans la classe ouvrière aurait été plus motivée pour défendre Dilma Rousseff quand la bataille pour la destitution a commencé il y a deux ans. » C'est probablement vrai, même si c'est une hypothèse contrefactuelle.

Bien sûr, si Dilma n'avait pas nommé Joaquim Levy ministre des finances — comme le voulait le système bancaire — et si elle avait fait un tournant à gauche et avait poursuivi les généraux en justice, si elle s'était confrontée aux monopoles médiatiques, si elle avait adopté une orientation différente en matière de chômage, peut-être que la mobilisation politique de la classe ouvrière lui aurait apporté le soutien nécessaire pour faire face à l'offensive bourgeoise et à la mobilisation des classes moyennes en 2016. Mais je pense qu'il est dangereux de dire que nous aurions pu opérer une scission à l'intérieur des classes moyennes et gagner la majorité des classes moyennes. Ce n'est pas une hypothèse sérieuse. Il est probable que même si le dernier gouvernement du Parti des Travailleurs sous Dilma avait fait un tournant à gauche et que les secteurs organisés de la classe ouvrière avaient été convaincus de lutter sérieusement contre la destitution, les classes moyennes se seraient tournées vers la droite.

Parce que le moteur du mouvement des classes moyennes n'était pas, pour l'essentiel, le

discours anti-corruption. Bien entendu, le vocabulaire de la mobilisation était la corruption, mais nous ne pouvons pas être naïfs. Lorsque Dilma a été destituée, nous avions le gouvernement de Michel Temer, qui a été dénoncé pour corruption — des situations absurdes, bien plus graves que celles qui concernaient le Parti des Travailleurs. Temer a été personnellement enregistré dans une conversation incroyable avec l'un des bourgeois les plus riches du Brésil, et il disait : « Ce serait bien que vous payiez Eduardo Cunha [l'ex-président de la Chambre des Députés au Congrès national] pour qu'il reste silencieux en prison, qu'il ne nous dénonce pas ! » Ça a été enregistré ! Tous ceux qui regardent la télévision — c'est à dire 60 millions de foyers au Brésil — ont pu entendre le président dire à l'un des hommes les plus riches du Brésil : « Payez-le pour le faire taire ! ». Et la classe moyenne n'a pas bougé. Nous avons essayé de mobiliser la classe moyenne, le Parti des Travailleurs n'a pas essayé, mais le PSOL a essayé et nous avons tenu des grands meetings à São Paulo et à Rio de Janeiro, des grands meetings avec 30 000 personnes, 40 000 à Rio. Pour le Brésil, ce n'est pas assez. C'est beaucoup pour nous, mais pas vraiment décisif pour le Brésil.

Alors pourquoi les classes moyennes se sont-elles tournées vers la droite ? Elles ont apporté un soutien massif à la destitution, puis, au cours des deux dernières années, elles se sont tournées vers les positions les plus à droite et ont soutenu Bolsonaro et abandonné le PSDB, que nous pourrions qualifier de libéral de centre-droit. Ils ont opéré ce changement parce que, dans une perspective historique, leur position sociale a en fait changé depuis la chute de la dictature. La nouvelle classe moyenne moderne a encore de gigantesques privilèges, au sens matériel et symbolique. La classe moyenne résiste aux changements qui se sont lentement produits au cours des dernières décennies. Quel est le principal changement ? Il y a trois niveaux de stratification des personnes qui vivent d'un salaire (je suppose que c'est la même méthodologie que celle utilisée en Grande-Bretagne). Il y a les ouvriers, les cols bleus. Ensuite, il y a un deuxième niveau, les travailleurs occupés à des tâches répétitives dans les services, dans les emplois de bureau. Ils doivent obéir aux règles et aux protocoles. Ils n'ont pas l'initiative de décider quoi que ce soit. Ensuite, il y a le troisième niveau, les personnes plus instruites. Donc, il y a trois niveaux de salaire et de prestige.

Ce qui s'est passé au cours des trente-cinq dernières années, mais de manière beaucoup plus intense au cours des treize années de gouvernement du Parti des Travailleurs, c'est que le salaire moyen des travailleurs manuels, depuis la fin de la dictature, a augmenté — lentement, d'une génération à l'autre. Parce qu'on parlait de niveaux de pauvreté presque de survie. Et le salaire minimum est passé de 100 dollars US à 250 dollars par mois. Au deuxième niveau, le niveau des cols blancs, des enseignants du secteur public, des employés du commerce, les salaires ont stagné. Le salaire moyen dans la population active équivaut à deux salaires minimums, soit 500 dollars par mois. Les cols blancs de base dont les salaires ont stagné recevaient l'équivalent de quatre, voire cinq salaires minimum. Mais maintenant, ce qui a changé, c'est qu'il n'y a presque plus de différence entre les salaires des ouvriers manuels et des employés de base. Un jeune ouvrier dans l'industrie, pas dans une grande usine comme dans l'automobile ou la sidérurgie, mais un ouvrier industriel ordinaire, peut toucher deux salaires minimum et demi, tout comme quelqu'un qui commence une carrière d'enseignant dans une école publique. Et que sont devenues les personnes les plus éduquées, comme les ingénieurs, les médecins, les avocats ? Leurs salaires n'ont pas stagné, ils sont en déclin lent mais continu. Aujourd'hui, le mieux que les jeunes titulaires d'un diplôme universitaire prestigieux peuvent espérer, c'est un emploi à quatre ou cinq fois le salaire minimum, si ils trouvent un emploi.

Bien entendu, nous devons également considérer la petite bourgeoisie avec son patrimoine et ses biens. La classe moyenne a toujours des privilèges hérités. D'où viennent-ils ? Essentiellement de l'immobilier et d'études beaucoup plus poussées. La principale stratégie des parents de ceux d'entre nous qui ont une ascendance européenne qui n'avaient pas d'argent — c'étaient des immigrants — c'était d'acheter ou de construire une maison. Ils voulaient vivre en ville, ils ne voulaient pas travailler la terre, mais ils n'avaient pas fait d'études. Le principal problème était donc de trouver une maison. Il y a un demi-siècle, les maisons n'étaient pas chères au Brésil. Construire une maison n'était pas cher car le travail manuel était semi-esclave. Alors ils ont eu des maisons. Ils ont vendu les maisons et ont acheté des appartements. Au cours des vingt dernières années, la valorisation des appartements et des maisons a connu une augmentation incroyable. La pression du marché international au Brésil provenait de l'accès des banques brésiliennes à la finance internationale. Auparavant, il avait été extrêmement difficile pour la fraction brésilienne du système financier d'avoir accès à des crédits internationaux conséquents. Une fois qu'ils ont reçu ces prêts, ils ont pu proposer des crédits aux gens pour acheter des maisons. Le logement ancien a donc pris de la valeur. Ainsi, la majorité des classes moyennes brésiliennes vivent des salaires qu'elles perçoivent du fait de leur niveau d'études, mais aussi de leur revenus immobiliers. Cela signifie que l'inégalité sociale entre le capital et le travail n'a pas été réduite sous le gouvernement du Parti des Travailleurs, elle a été réduite uniquement parmi ceux qui vivent de leur salaire. Le capital est extrêmement concentré. La bourgeoisie est très peu nombreuse et très riche. La classe ouvrière est devenue plus homogène et la classe moyenne a perdu sa position, son rang et son statut, tout en conservant d'énormes privilèges.

Je donne quelques exemples, mais le principal est que cette classe moyenne au Brésil a perdu son statut au cours des 35 dernières années. Ce n'est pas catastrophique, parce qu'ils ont toujours leurs privilèges, mais c'est une expérience complètement nouvelle parce que génération après génération — bien que l'histoire brésilienne soit étonnante ! — la classe moyenne avait un niveau de vie de plus en plus élevé. Cela signifie que ma mère vivait mieux que ma grand-mère et que je vis mieux que ma mère. Mais l'avenir est beaucoup moins certain. Tu comprends l'image globale ?

Les principaux problèmes sont donc les inégalités sociales dramatiques héritées du passé esclavagiste et la position de la classe moyenne, les changements survenus pendant le régime démocratique, le tournant à droite des classes moyennes et le rôle du Parti des Travailleurs. Pour finir, si le Parti des Travailleurs avait procédé à des réformes radicales, on peut le voir maintenant, nous aurions une guerre civile, nous serions dans une situation aussi grave, ou plus grave que le Venezuela. Nous avons donc une réaction de la bourgeoisie, avec une base dans la classe moyenne, contre les concessions que le capitalisme a dû faire à la classe ouvrière au cours des trente dernières années pour maintenir le régime démocratique-libéral. Et si les concessions avaient été plus radicales, bien que toujours réformistes, ce serait le Venezuela, ce serait un pas dans la direction de la guerre civile. Ce serait bien — oui, pour nous, la gauche révolutionnaire, ce serait bien. Mais ce serait beaucoup plus dangereux parce que nous n'aurions pas un fascisme électoral, nous aurions probablement un fascisme militant, ce qui n'est pas la même chose.

Nous reviendrons à la question du fascisme, mais avant de le faire : ce que tu dis est extrêmement intéressant. Ce que tu dis, c'est que Bolsonaro est issu à la fois du déclin matériel relatif de la classe moyenne mais aussi, pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu, du type de racisme de classe dont la société

Exactement.

Le racisme, les privilèges de classe et la supériorité de classe se confondent dans une société comme le Brésil. La comparaison avec le Venezuela est intéressante car dans l'attitude vis-à-vis de Hugo Chávez lors de la grève des patrons de 2002-2003, on pouvait voir exactement ce genre de racisme de classe. Ce que tu dis sur ce que j'appellerais la nouvelle classe moyenne est intéressant aussi. Dit autrement, tu ne parles pas de la petite bourgeoisie classique — petits commerçants, etc. — tu parles de personnes exerçant des activités intellectuelles qui avaient été relativement privilégiées, y compris des avocats, des professeurs d'université et des gens comme ça[5].

Juste pour compléter l'analyse de la base de Bolsonaro : il a remporté la majorité des voix et même au premier tour il a fait un très bon score. On parle beaucoup de son soutien parmi les pauvres et des questions sécuritaires. Je veux dire que, pour gagner une majorité, il ne pouvait pas se contenter des voix de la nouvelle classe moyenne. Comment a-t-il pu atteindre les couches les plus pauvres de la société ?

Oui, les questions sécuritaires ont joué un rôle important, parce que les gens ont peur du renforcement du crime organisé. Plus de 600 000 personnes sont incarcérées dans un système pénitentiaire terrifiant. Les organisations criminelles se sont beaucoup renforcées au cours des vingt dernières années. L'augmentation de la violence urbaine a été systématique : il y a plus de 60 000 homicides par an, soit plus de 30 homicides pour 100 000 habitants. Il faut également prendre en compte la réaction d'un secteur plus rétrograde de la société, plus raciste, misogyne et homophobe, par rapport à l'impact de la transition urbaine, générationnelle et culturelle de la société. Enfin, il faut prendre en compte le rôle joué par le scandale des fausses informations illégales par WhatsApp : des entreprises privées ont utilisé des bases de données aux États-Unis afin d'envoyer des dizaines de millions de messages contenant toutes sortes d'accusations absurdes, étranges, grotesques à l'encontre du candidat du Parti des Travailleurs.

Bon, Bolsonaro a gagné avec 55 % des voix. Et Fernando Haddad, le candidat du PT, a obtenu 45 %. Nous avons donc une énorme division dans la classe ouvrière — sur une base régionale. Dans le nord-est Bolsonaro a perdu, le Parti des Travailleurs a obtenu 70 %, Bolsonaro seulement 30 %. Dans le nord-est, il incarne principalement la bourgeoisie, la classe moyenne et les descendants européens. Mais seulement 35 % de la population brésilienne vit dans le nord-est. Le sud-est — c'est-à-dire Minas Gerais, Rio et São Paulo — ce triangle est le cœur du Brésil et il y a gagné avec plus ou moins 60 à 65 % des voix, soit plus que son score nationale de 55 %. De larges pans de la classe ouvrière ont voté pour Bolsonaro.

Quand on parle du Brésil, il ne faut pas penser principalement à la structure sociale européenne ou argentine. C'est socialement différent. Il y a la bourgeoisie, il y a plusieurs couches de classes moyennes, puis il y a la classe ouvrière qui a un contrat et les couches de travailleurs en dessous. En chiffres, qu'est-ce que cela signifie ? Il y a 208 millions d'habitants au Brésil. 140 millions ont plus de 18 ans et peuvent voter. Près de 34 millions sont à la retraite. La population active est estimée à 105 millions d'habitants. Il faut garder

en tête que 45 % des femmes adultes sont femmes au foyer. Dans le secteur privé, avec la récession, il y a maintenant 34 millions de personnes. Dans le secteur public, il y a 12 millions de fonctionnaires, avec des contrats — au niveau des municipalités, des Etats et du gouvernement fédéral. La plupart sont des employés municipaux — six millions de personnes. Il y a ensuite quatre millions de personnes qui travaillent pour les Etats, dont la plupart sont des enseignants et des policiers. Et puis il y a un million et demi de personnes qui travaillent pour le gouvernement fédéral.

Mais au-dessous de la classe ouvrière avec des contrats, qui compte 45 à 50 millions de personnes, il y a maintenant 40 millions de travailleurs précaires. Dix millions d'entre eux ont un patron. Ils n'ont pas de contrat et n'ont donc pas toute la protection juridique offerte par un contrat. Mais ils ont un patron auquel ils obéissent — ce sont des ouvriers au sens historique de la classe ouvrière. Mais les 30 millions restants, ils travaillent, mais ils n'ont pas de patron. Alors ils travaillent pour eux-mêmes. Que font-ils principalement ? Ils se débrouillent. Si mon réfrigérateur a un problème, je cherche quelqu'un pour m'aider et il vient le réparer. Ce n'est pas un petit bourgeois parce qu'il n'a pas d'entreprise. Il habite dans le quartier et offre ses services en tant que travailleur manuel possédant certaines compétences. D'autres travaillent dans le commerce. Ils achètent et vendent des choses. Ils se débrouillent.

Quelle est la différence avec l'Europe ou même l'Argentine, bien que cette différence soit en train de diminuer ? La différence réside essentiellement dans le fait que les personnes qui vivent du travail sont divisées. Les deux tiers ont un patron, soit dans le secteur privé, avec ou sans contrat, soit dans le secteur public. Mais il y a un tiers de la classe ouvrière qui n'a pas de patron. Nous les appelons semi-prolétariens, d'autres les appellent sous-prolétariens. C'est quelque chose d'énorme au Brésil, de gigantesque, d'immense.

Pour comprendre le vote pour Bolsonaro, nous devons comprendre la relation entre les secteurs de la classe ouvrière et la classe moyenne. Il est impossible de comprendre cela si on ne le replace pas dans le contexte d'une transition d'une société agraire à une société urbaine qui s'est faite en une génération. Dans les années 1950, le Brésil était un pays agricole. A quel point ? Plus de 60 % de la population active occupait l'intérieur du pays. En une génération, ce que la Chine a fait avec 300 millions d'habitants, le Brésil l'a fait avec entre 20 et 25 % de la main-d'œuvre qu'il avait dans les années 1960 et 1970. En 25 ans, le pays a complètement changé. Tu ne sais peut-être pas que nous avons 86 % de la main-d'œuvre économique qui habitent dans les grandes villes et que nous avons près de 20 villes comptant au moins un million d'habitants. São Paulo et Rio sont deux des plus grandes régions métropolitaines du monde. C'est différent du Mexique. Le Mexique a encore 50 % de sa population dans l'intérieur rural.

Un changement de cet ordre signifie que les gens ont quitté la région où ils sont nés ou bien où leurs parents sont nés. La courbe démographique de la société brésilienne est également très intense. Par « très intense » je veux dire que lorsque je suis arrivé dans les années 1980, le taux de fécondité des femmes était encore de quatre enfants par femme. Maintenant, il est passé en dessous de deux enfants par femme. Il y a donc une courbe démographique complètement différente de celle de l'Uruguay ou de l'Argentine. Jusqu'aux années 1980, le Brésil était une société où la moitié du pays était constituée de bébés et de jeunes et où l'espérance de vie moyenne était extrêmement faible. Ce qui s'est passé pendant ces trente années de régime libéral démocratique, c'est que ces grands changements structurels, de la société agraire à la société urbaine, des familles nombreuses aux familles réduites, etc., se sont produits très rapidement, mais les changements dans la conscience sont plus lents.

Donc, sur le plan idéologique, si on compare les références idéologiques de la mentalité de la majorité de la classe ouvrière, ils habitent en ville, mais beaucoup, surtout les plus de 50 ans, ont encore une mentalité campagnarde. Ils sont donc extrêmement conservateurs, extrêmement religieux et leur niveau d'instruction est extrêmement faible. Près du tiers de la population âgée de plus de 15 ans est illettrée.

Ces problèmes structurels ont un impact, parce que le Parti des Travailleurs a pris de l'ampleur dans les années 1980 et est devenu ce que l'on pourrait appeler un parti ouvrier tardif avec une forte implantation dans les syndicats. Mais dans les années 1990, lorsqu'il est devenu un parti électoral de masse dynamique, son discours principal était démocratique-radical. Il s'était orienté vers le secteur gauche des classes moyennes. C'est à ce moment que Lula est devenue « Lulinha Peace and Love », comme on l'a surnommé lors de l'élection présidentielle de 2002^[6]. Il a vraiment dit au pays : « Je suis devenu un homme doux. Je ne suis plus quelqu'un de négatif. Je ne suis pas l'homme qui voulait changer le Brésil et se confronter aux riches. Je veux stimuler la collaboration et la coordination entre les classes. »

C'est complètement différent si le pouvoir d'attraction ou de mobilisation de la classe ouvrière entraîne, au niveau électoral, certains secteurs de la classe moyenne, ou si c'est l'inverse, si ce sont les classes moyennes qui entraînent la classe ouvrière. Ce qui s'est passé lors de cette élection, c'est que les classes moyennes ont entraîné la classe ouvrière. Il y a deux ans, dans un mouvement étonnant, surprenant et effrayant, les classes moyennes sont descendues dans la rue par millions — plus de cinq millions de personnes pour faire tomber le gouvernement de Dilma Rousseff. Cela n'était jamais arrivé auparavant, à l'exception de la mobilisation de 1984, de la mobilisation finale contre la dictature militaire — ce que nous appelons le « mouvement Diretas », le mouvement qui revendiquait le droit d'élire directement le président au suffrage universel. (Il faut se rappeler qu'à ce moment-là, les illettrés ne pouvaient pas voter : la constitution de 1988 était la première grande transformation juridique et l'un des principaux objectifs était que toute personne de plus de 18 ans puisse voter, qu'elle soit analphabète ou éduquée, du moins au niveau primaire.)

Et la classe moyenne a entraîné la classe ouvrière. Les secteurs de la classe ouvrière qui ont voté pour Bolsonaro l'ont fait parce que, premièrement, dans la classe ouvrière, ils prennent la question de la corruption très au sérieux. La classe moyenne est cynique à ce sujet. Dans la classe moyenne, c'est un sujet de conversation, mais ce qu'ils veulent vraiment, c'est une société où ils sont respectés et valorisés pour ce qu'ils considèrent être leurs privilèges méritocratiques.

Dans la classe ouvrière, il y a la terreur de la pauvreté et la peur de tomber dans la situation précaire du semi-prolétariat. Mais il y a également une forte pression du lumpenproletariat. Parce qu'il n'y a pas seulement un prolétariat et un semi-prolétariat, il y a aussi une masse de lumpenprolétaires qui doivent survivre par des activités illégales.

Des millions de personnes vivent d'activités criminelles — criminelles au sens où elles sont illégales. Je vais donner quelques chiffres. Il y a actuellement plus de 600 000 personnes en prison au Brésil. Nous sommes le quatrième pays du monde (après les États-Unis, la Chine et la Russie) en termes de population carcérale. Dans la province de São Paulo, plus de 200 000 personnes sont en prison. Chacune de ces personnes a deux personnes à charge et demie. Ceci veut dire que plus de 500 000 personnes dépendent de personnes incarcérées. Et il y a une organisation criminelle — Primeiro Comando da Capital (PCC) — son nom est étonnant, c'est un nom de gauche, elle a une histoire qui vient de la période

de la dictature quand les militants de gauche étaient en prison avec les prisonniers de droit commun. Le PCC organise un système qui verse un salaire minimum à chaque famille de prisonniers. Cela signifie qu'il y a 41 millions d'habitants dans la province de São Paulo et qu'environ un million de personnes sont liées au PCC. Donc, si tu prends le métro, il y a de fortes chances pour que sur les quarante personnes dans le wagon, il y en ait une qui vit d'argent criminel illégal.

Le problème principal c'est la relation entre la classe ouvrière, les lumpen et la classe moyenne. La classe ouvrière subit la pression des lumpen. Et dans certaines régions du Brésil, il est presque impossible qu'une famille de la classe ouvrière n'ait pas de membre lié à des activités criminelles. Donc il y a une forte pression des lumpen. Mais il y a toujours l'autre pression, la pression idéologique qui provient de la vision du monde de la classe moyenne. Et pendant les 13 années du gouvernement du Parti des Travailleurs, ils n'ont mené aucun combat politico-idéologique pour donner à la classe ouvrière une vision du monde différente. Ils ont adopté la vision du monde de la classe moyenne. Et la vision du monde de la classe moyenne c'est que le capitalisme c'est super, l'économie de marché c'est super et ce qui doit prévaloir, c'est la méritocratie — chacun a un rôle à jouer dans la société proportionnel à ses capacités, à ses talents, à sa volonté, à ses dispositions .

Qu'est-ce que Bolsonaro a dit qui a pu plaire à la classe ouvrière ? Il a dit : « Tout le système démocratique est corrompu et je vais lutter contre la corruption et contre le crime. Je vais lutter contre les activités criminelles. Je vais lutter contre les organisations criminelles. Et je vais mettre un terme à la corruption et je vais le faire chirurgicalement, avec une épée — ce sera dur mais ce sera rapide. » Et quand il est devenu martyr, parce qu'il a été poignardé, cela a joué un rôle important. Il faut se rappeler qu'il y a un an, il n'obtenait que 15 % dans les sondages. Quand la campagne a commencé, il était encore à 15 %. Lorsque Lula n'a pas été candidat, Bolsonaro est passé au premier rang et a atteint 22 %. Après avoir été poignardé, il est passé de 29 à 42 % dans les sondages. Donc la tentative d'assassinat a donc joué un rôle majeur.

Tu as couvert pas mal de sujets. Du coup je voudrais que l'on se focalise maintenant sur ce que Bolsonaro représente au niveau de la politique d'extrême droite. Et tu as lancé ce que je pense être un débat très utile sur sa relation avec le fascisme[7] . C'est une question compliquée parce que globalement les membres de notre tradition, de la tradition trotskyste, se montrent prudents avant d'utiliser le terme de « fasciste » envers les personnalités d'extrême droite, parce que nous nous appuyons sur l'analyse très spécifique de Trotsky[8]. Mais, bien sûr, la théorie ne consiste pas seulement à répéter ce qui a été dit dans le passé, elle a pour objectif de saisir les phénomènes du présent. Ce n'est pas seulement une question pour le Brésil, lorsque nous examinons, par exemple, l'Autriche où nous avons un gouvernement de coalition avec un parti fasciste.

Ce qui me rend prudent pour appeler quelqu'un comme Bolsonaro fasciste c'est la chose suivante. Si nous examinons les mouvements fascistes classiques, il est essentiel qu'ils forment un mouvement de masse, avec un appareil organisé qui mobilise la petite bourgeoisie et les classes moyennes et les parties arriérées de la classe ouvrière plus largement autour d'une idéologie qui contienne, au moins en paroles, des éléments anticapitalistes et cela donne aux dirigeants fascistes une certaine autonomie par rapport à la fois à l'armée et à la bourgeoisie. Nous

pouvons voir ce type de schéma clairement dans le cas du régime national-socialiste en Allemagne[9]. Pour moi, ce sont des caractéristiques essentielles du fascisme classique : le mouvement, l'idéologie anticapitaliste plébéienne et la relative autonomie du parti fasciste au pouvoir. Si nous examinons l'évolution du régime hitlérien, Trotsky avait dit que cela deviendrait une dictature militaire, mais après la tentative d'assassinat d'Hitler en juillet 1944, ce sont les SS, la partie fasciste de la bureaucratie d'État, qui tuent les généraux, pas l'inverse. Nous ne pouvons pas nous attendre à une simple répétition de l'histoire, il est clair que nous sommes devant une nouvelle configuration du fascisme, mais quelle est l'importance de l'absence de certaines des caractéristiques classiques ? Ce n'est pas juste une question pour le Brésil. En France, le Rassemblement National compte 50 000 membres — comparé aux nationaux-socialistes, ce n'est rien; par rapport au parti travailliste britannique, ce n'est rien — le parti travailliste compte un demi-million de membres. Voilà comment se pose la question pour moi.

C'est une bonne question, et nous nous la posons tous les jours — nous n'avons pas d'opinion fermée à ce sujet, nous ne sommes pas dogmatiques. Nous ne disons pas que Bolsonaro est fasciste ; nous disons qu'il est néo-fasciste. Avec le mot « néo-fasciste », nous voulons dire que ce n'est pas du fascisme. Dans la société brésilienne, il n'est probablement pas possible d'avoir un mouvement fasciste. C'est une hypothèse : j'espère que ce n'est pas possible ! C'est mon côté optimiste. Pour nous, l'idée essentielle du fascisme est que c'est un mouvement contre-révolutionnaire — c'est tout ce que tu as dit et je vais parler de chaque aspect. Mais le problème principal est que le fascisme est un instrument politique contre-révolutionnaire permettant de lutter contre la révolution socialiste prolétarienne ou anticapitaliste — historiquement, le danger d'une révolution européenne ou celui de la révolution italienne, allemande, portugaise ou espagnole. Viennent ensuite les autres facteurs. Bolsonaro ce n'est pas ça, car il n'y a pas de danger de révolution.

Malheureusement...

C'est un vocabulaire fasciste réactionnaire utilisé contre un parti réformiste au gouvernement qui a collaboré avec les principales factions de la direction « bourgeoise » de la bourgeoisie basée à São Paulo. Nous disons « néo-fasciste » parce que Bolsonaro est réactionnaire et non contre-révolutionnaire. Mais nous sommes ouverts à la discussion. Le dernier mot n'est pas encore prononcé. L'évaluation finale dépend de la situation internationale du capitalisme, de la stagnation de l'économie capitaliste brésilienne, de la réaction de la classe ouvrière contre ce gouvernement — ça dépend, ça peut empirer. Le projet principal de Bolsonaro c'est un gouvernement bonapartiste. Il n'a pas le projet d'une dictature fasciste. Il construit un instrument politique improvisé avec un vocabulaire fasciste, mais le projet n'est pas du fascisme, c'est un gouvernement autoritaire bonapartiste. Il veut changer l'équilibre entre l'exécutif, le congrès, le système judiciaire, l'armée, la police et les médias. Il a parlé à plusieurs reprises des relations entre ces institutions et de leur évolution, il en a parlé très clairement.

Bolsonaro a répété à plusieurs reprises: « Les médias libéraux, vous m'entendez ? Je vous le dis — vous êtes des *fake news* » — comme Donald Trump. « Moi président, je vais vous étrangler économiquement. Vous entendez ? Vous vous êtes opposés à moi, vous m'avez critiqué, vous serez détruits économiquement. » Tout cela littéralement. Contre la *Folha de*

São Paulo, contre la famille Frias qui en est propriétaire. Je ne suis pas certain de ce qu'il adviendra du journal le plus important du Brésil. C'est un journal complètement familial. La famille Marinho, à qui appartient l'empire *TV Globo*, a vraiment peur de ce type. Alors, ils font pression et essayent de s'adapter et ils vont probablement se repositionner, l'accepter comme un gouvernement légal d'extrême droite.

Revenons à la question principale, maintenant les différents aspects du fascisme. Le premier aspect, la mobilisation de la classe moyenne : Bolsonaro l'a fait. C'est la nouvelle classe moyenne d'un pays dépendant et il l'a mobilisée. Les gens sont allés dans les rues. Le deuxième aspect, le parti de masse fasciste : il ne l'a pas. Mais il a un parti, le Parti Social Libéral (PSL) — nous parlons de dizaines de milliers de membres — ce n'est pas un grand parti. Mais il a lancé une campagne pour recruter 70 millions de personnes via l'Internet. Il fait une campagne sur Internet et le but de la campagne est « Construisons le parti ! Nous serons 70 millions ! » Il n'y a aucune chance que ça marche à l'heure actuelle. C'est du bluff. Mais il sait qu'il n'aurait pas pu gagner sans l'organisation spontanée mais très efficace de dizaines de milliers de personnes dans les principales villes du Brésil. Cela signifie que, depuis trois ans, depuis 2015, lorsque la classe moyenne a commencé son mouvement et est descendue dans les rues pour renverser le gouvernement de Dilma Rousseff, à chaque fois qu'il arrivait dans une ville dotée d'un aéroport, il y avait des milliers de gens qui l'attendaient. Ça, ça s'organise. C'est un jour de semaine et les gens ne vont pas au travail et restent toute la journée avec lui. Cela fait trois ans qu'il fait ça. Donc, il a des dizaines de milliers de partisans. Est-ce que ça va s'élargir ? Probablement. Mais 70 millions ? C'est impossible. Ils n'ont pas assez de cadres pour faire ça. Pour organiser 70 millions de personnes, il faudrait organiser des centaines de milliers de personnes politiquement actives et compétentes. Mais Bolsonaro va organiser quelque chose. Il sait qu'il a besoin de soutien.

La relation avec l'armée est conflictuelle. C'est une collaboration, une relation forte, mais les deux parties ont des intérêts différents. Hier, par exemple, le général Eduardo Villas Bôas, le plus important général en exercice, a donné une interview à la *Folha*, dans laquelle il a déclaré : « Nous allons collaborer avec le gouvernement, mais ce ne sera pas un gouvernement militaire et nous sommes très très inquiets d'une contamination de l'image des forces armées par celle du gouvernement Bolsonaro. Nous ne sommes pas pareils. » Et Bolsonaro contredit publiquement les généraux. Il dit: « Je respecte les généraux, mais c'est le capitaine [c'est-à-dire Bolsonaro lui-même, un ancien officier] qui a été élu. Aucun général n'a été élu, mais moi j'ai été élu. » Il fait pression sur eux aussi.

Ce n'est pas du fascisme, c'est du néo-fascisme. Le danger c'est un régime bonapartiste. Et même le concept de néo-fascisme est un concept théorique en élaboration. Et nous ne faisons pas de parallèle avec les pays développés. C'est un phénomène avec les spécificités d'un pays périphérique. On ne peut pas dire que 55 % du pays a voté pour un fasciste, parce qu'ils ne le voient pas comme ça. Ils ont voté pour une candidature conservatrice autoritaire. C'est ça qu'ils voient.

Permets-moi de revenir enfin sur la relation entre Bolsonaro et le néolibéralisme, parce que tu décries le point de vue de la bourgeoisie et de la classe moyenne comme étant qu'elles veulent une radicalisation du néolibéralisme — il y a trop d'État, etc. Et il est clair que c'est le programme de certains membres du gouvernement de Bolsonaro, par exemple Paulo Guedes, son candidat au poste de Ministre des Finances, qui est titulaire d'un doctorat de Chicago et qui dit

vouloir faire au Brésil ce que les Chicago Boys ont fait au Chili sous Augusto Pinochet[10]. Là encore, c'est un vrai problème : dans l'extrême droite en général, assistons-nous à un virage autoritaire du néolibéralisme ou bien est-ce que c'est quelque chose de différent (ou une combinaison des deux) ? Je te pose la question pour le cas brésilien. Je peux voir quels sont les problèmes qui surgissent si il s'agit simplement de radicaliser le néolibéralisme : premièrement, dans la façon de Bolsonaro de s'adresser aux pauvres et à des sections de la classe ouvrière, si les programmes sociaux mis en place par le PT sont véritablement attaqués, ça peut être populaire dans la classe moyenne, mais pas parmi les plus pauvres. Deuxièmement, historiquement, la bourgeoisie brésilienne était très dépendante de l'État. Tout privatiser va probablement poser problème à au moins une partie de la bourgeoisie.

Au Brésil, la classe dominante improvise beaucoup — en ce sens, elle est très américaine. L'idéologie n'a pas beaucoup de poids sur la classe dominante ou dans la société brésilienne. Les idées ne jouent pas le rôle qu'elles jouent en Grande-Bretagne ou en Europe. Les idées jouent un rôle dans l'histoire à un certain niveau, nous le savons, mais le Brésil n'est pas une société très idéologique. La bourgeoisie brésilienne n'est donc pas fanatique de quelque idéologie que ce soit, ce sont des gens très empiriques. Il y aura des conflits et il y aura des secteurs de la bourgeoisie qui seront sacrifiés, mais l'enjeu principal est de savoir quelle sera la relation entre Bolsonaro et le secteur financier de la bourgeoisie de São Paulo. C'est la question centrale, parce qu'il s'agit de la fraction la plus puissante de la bourgeoisie au Brésil.

Bolsonaro va tenter d'opérer un choc budgétaire en 2019. Nous avons le plus lourd déficit budgétaire parmi les pays dépendants — 8 % du PIB. C'est beaucoup plus élevé que l'Argentine, qui est en dessous de 5 %. Bolsonaro veut un déficit zéro pour l'année prochaine. Cela n'a jamais été fait. La bourgeoisie de São Paulo y est favorable parce que la dette publique est la question principale : elle représente plus de 75 % du PIB, la proportion la plus élevée parmi les pays dépendants. Il existe donc deux anomalies dans l'économie brésilienne, l'une des plus grandes économies des pays dépendants, avec un PIB total de 2 000 milliards de dollars. Les deux anomalies sont que le déficit budgétaire représente plus de 8 % du PIB et que la dette publique globale représente 75 % du PIB. Bolsonaro veut atteindre un déficit zéro, puis un excédent budgétaire d'ici deux ans. La fraction pauliste de la bourgeoisie soutient ce plan. Ils pensent qu'il n'est pas raisonnable de le faire en un an ou deux, mais ils soutiennent la démarche. Il y aura donc du soutien pour faire un choc néolibéral.

Le deuxième aspect c'est : est-ce que Bolsonaro va vendre Petrobras ? C'est un gros morceau. Vendra-t-il les banques publiques ? Un autre gros morceau. Vendra-t-il la compagnie d'électricité nationale, Eletrobras ? Encore un gros morceau. Il vendra probablement la poste, la Correios — c'est une énorme entreprise nationale. Mais les autres, je dirais : on verra, c'est une question pratique. Le néolibéralisme est une idéologie. la question principale c'est comment ils l'adaptent par rapport aux conflits au sein de la bourgeoisie.

Il y a l'autre aspect de la question. Il n'est pas possible de provoquer ce choc budgétaire sans procéder à une réforme très radicale du système social, ce qui entraînera une réaction sociale. C'est un autre problème. Il lui faut établir un âge minimum de 65 ans et abolir la différence de cinq ans entre l'âge de la retraite pour les hommes et pour les femmes. Il est très difficile de savoir, parce que ça dépend d'une question dont nous n'avons pas la réponse : quel genre de défaite avons-nous essuyée ? Comment jauger la défaite.

D'habitude notre mouvement, le mouvement trotskyste, nous sommes très passionnés par la classe ouvrière. Il nous est très difficile d'évaluer les défaites. Nous sommes d'incorrigibles optimistes. Nous avons cette foi dans la classe. C'est dans notre âme. L'internationalisme et la confiance dans la classe ouvrière sont les deux cœurs du trotskysme. La question principale est donc la suivante : avons-nous vécu au cours des deux ou trois dernières années qui ont abouti à la victoire électorale de Bolsonaro une défaite historique ou s'agit-il uniquement d'une défaite politique ?

Nous — Resistência en général, et moi-même (j'y joue un rôle) — nous pensons que ce n'est pas une défaite historique. Mais nous sommes prêts à en discuter. Nous verrons si nous avons raison dans les six mois qui viennent. Les deux moments tragiques de la dictature, 1964 et 1968, ont été une défaite historique. Il nous a fallu entre 15 et 20 ans pour avoir des mouvements de masse en 1984. Une défaite historique signifie qu'une génération se sent vaincue et a perdu confiance en elle-même. Alors les gens deviennent atomisés. Les gens deviennent démoralisés. Dans les entreprises, les travailleurs sont divisés, brisés. Les syndicats survivent mais il n'y a pas de secteur massif — pas nécessairement la majorité de la classe ouvrière — qui réponde à ce que disent les syndicats et à ce que dit la gauche. La gauche se parle à elle-même; il n'a pas d'audience de masse.

La question principale est la suivante : est-ce que le tournant à droite des classes moyennes, l'unification de la bourgeoisie, la forme dramatique prise par la fin de l'expérience du Parti des Travailleurs, avec la criminalisation de la direction du parti des travailleurs et la criminalisation de Lula lui-même, est-ce que c'est une défaite historique ? L'incarcération de Lula n'est pas une question secondaire, c'est un symbole pour les secteurs de la classe ouvrière avec une formation et une expérience politique, qui influencent la jeune génération (il n'y a pas beaucoup de militants actifs dans les grandes entreprises de plus de 55 ans, la plupart des militants ont la trentaine, mais les plus âgés ont une énorme autorité), pour eux, le fait que Lula pourrisse en prison est une démonstration de la force de l'État et de la classe dominante.

Nous ne pensons pas que ce soit une défaite historique. Nous pensons pouvoir organiser une résistance de masse. Mais nous ne fermons pas la porte à la discussion de l'autre hypothèse. Si c'est une défaite historique, il faudra un certain temps avant qu'une nouvelle génération commence à se mettre en mouvement. L'essentiel est d'avoir un œil sur la jeunesse, ceux qui se sont mis en activité après le mouvement de protestation de 2013, ils constituent le secteur le plus actif, le plus combatif. Seront-ils extrêmement isolés au sein des entreprises, sans réaction de leurs collègues, se démoraliseront-ils parce qu'ils ressentiront le poids de la démoralisation des masses ? Comment cette relation entre l'avant-garde et les mouvements de masse se passera-t-elle ? Sur ce sujet, nous sommes prudents, nous attendons. Avec les deux concepts — néofascisme et défaite historique contre défaite politique — nous posons les différentes options et nous verrons. Nous en saurons plus dans six mois.

Propos recueillis par Alex Callinicos (Original paru dans International Socialism 161, hiver 2018-2019, <http://isj.org.uk/brazil-how-big-a-defeat/>)

Texte traduit par Sylvestre Jaffard.

Notes

[1] Voir Eduardo Albuquerque, « A Historic Turning Point in Brazil », *International Socialism* 151 (été 2016), <http://isj.org.uk/a-historic-turning-point-in-brazil/> et Perry Anderson, « Crisis in Brazil », *London Review of Books*, volume 38, numéro 8 (avril 2016), www.lrb.co.uk/v38/n08/perry-anderson/crisis-in-brazil sur l'évolution de cette crise.

[2] Léon Trotsky, « La lutte anti-impérialiste, un entretien avec Mateo Fossa », 23 septembre 1938, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1938/09/lt19380923.htm>

[3] Marx dans [Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte](#) (1852) soutenait que l'équilibre des forces qui s'était développé entre la bourgeoisie et le prolétariat lors de la Révolution française de 1848 avait permis à Napoléon III de construire un régime autoritaire garantissant la propriété et l'ordre. Dans les années 1930, Trotsky décrit le bonapartisme comme une « forme transitoire de gouvernement » entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, « une dictature militaro-policière à peine voilée sous le décor du parlementarisme » — Trotsky, « Bonapartisme et fascisme », 1934, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1934/07/lt19340715.htm>. Dans *Fascisme et Dictature*, en particulier au chapitre 7, Nicos Poulantzas discute utilement de l'état fasciste en tant qu'une des « formes d'exception ». Poulantzas affirme que la forme de l'Etat d'exception (par exemple le fascisme, le bonapartisme, la dictature militaire) se caractérise par son « autonomie relative... à l'égard des classes et fractions dominantes », qui est « nécessaire à l'Etat d'exception pour réorganiser les rapports du bloc au pouvoir et l'hégémonie, dans le cadre de la crise politique » qui a permis l'apparition de cette forme en premier lieu (*Fascisme et Dictature*, Seuil/Maspéro, 1974, p. 347).

[4] Luiz Inácio Lula da Silva, dirigeant métallo dans les années 1980, l'un des fondateurs du PT en 1980 et son premier dirigeant et président du Brésil 2003-2010, a été reconnu coupable de corruption lors d'un procès très controversé en 2017 et a été emprisonné en avril 2018. L'emprisonnement de Lula l'a empêché de se présenter à l'élection présidentielle de 2018, qu'il aurait peut-être remportée.

[5] Alex Callinicos, « The « New Middle Class » and Socialist Politics », *International Socialism* 20 (été 1983), www.marxists.org/history/etol/writers/callinicos/1983/xx/newmc.html

[6] Fábio Zanini, « 2002: Lula vira paz e amor, conquista o mercado e finalmente chega lá », *Folha de S. Paulo* (10 octobre 2018), <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2018/10/2002-lula-vira-paz-e-amor-conquista-o-mercado-e-finalmente-chega-la.shtml>

[7] Valério Arcary, « Quelle est la caractéristique du leadership de Jair Bolsonaro? » (17 octobre 2018), <https://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-quelle-est-la-caracteristique-de-leadership-de-jair-bolsonaro.html>

[8] Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme ?*, 1930-33, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/cvf/cvf.htm>

[9] Voir Alex Callinicos, « Marxisme et holocauste », 2001, <http://quefaire.lautre.net/Marxisme-et-holocauste>

Brésil : penser la défaite de la gauche et le danger néofasciste.

<https://www.contretemps.eu>

Entretien avec V. Arcary

redaction

[10] Andres Schipani et Joe Leahy, « Brazil's New Finance Minister Eyes « Pinochet-Style »

Fix for Economy », *Financial Times* (2 novembre 2018),

www.ft.com/content/1a2ba4f4-de4e-11e8-9f04-38d397e6661c